



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

COPIE

ARRÊTÉ 15 NOV. 2017

SCAN UT-67

du 15 NOV. 2017

NS

mettant en demeure la société LAVALSACE à Herrlisheim,
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 portant autorisation accordée à la société LAVALSACE à d'exploiter un centre de lavage interne de citernes routières et de grands récipients vrac au titre de livre V, titre 1^{er} du code l'environnement ;
- VU le rapport du 11 septembre 2017 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société LAVALSACE, dénommée ci-après "exploitant", ne dispose pas de l'accord préalable du Service d'incendie et de secours du Bas-Rhin des mesures compensatoires à l'absence de dépassement de 1 mètre en toiture des murs coupe-feu et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 15.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les commandes d'ouverture manuelle des exutoires de fumées et de chaleur ne sont pas reportées près des accès et des issues de secours et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 15.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'état d'entretien des portes d'accès à la chaufferie n'assure plus la fonction coupe-feu de degré une heure et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 15.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas établi de plan d'intervention et qu'il est ainsi contrevenu à l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société LAVALSACE dont le siège social est situé en zone industrielle de Gournier à Montélimar et les installations sont sises en zone industrielle 16, rue du Ried à Herrlisheim est mise en demeure de respecter au plus tard le 1^{er} décembre 2017 les prescriptions des articles 15.2.2 et 16.3 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé, reprises ci-après :

« Article 15.2.2 – Comportement au feu – cloisonnement :

(...) Les murs coupe-feu dépasseront de 1 mètre en toiture. Des mesures compensatoires à cette disposition pourront être mises en place sous réserve que l'exploitant obtienne, au préalable, l'accord du Service d'incendie et de secours du Bas-Rhin. Une copie de son accord sera transmise à l'inspection des installations classées avant la réalisation des travaux.

(...)

La toiture comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés et d'autre part, des dimensions des locaux (chaufferie, zones de lavage, entrepôts, etc.). La surface n'est jamais inférieure à 0,5 % de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur est reportée près des accès et des issues de secours et doit être facilement repérable et aisément accessible. Les exutoires sont localisés en dehors d'une zone de quatre mètres de part et d'autre des murs coupe-feu séparant les secteurs.

(...)

Les portes d'accès à la chaufferie et aux différents secteurs du bâtiment renfermant les installations classées sont coupe-feu de degré une heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur. (...)

Article 16.3 – Sécurité incendie – Plan d'intervention

L'exploitant établit un plan d'intervention en tenant compte des autres exploitants présents sur le site. Ce plan précise notamment :

- l'organisation des secours,*
- les effectifs affectés,*
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement,*
- les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours du Bas-Rhin.*

Le plan d'intervention comporte, en outre, une description des zones, des matières et des installations à risque ainsi que les plans nécessaires à la bonne organisation des secours, notamment un plan d'ensemble (au moins au 1/1000), matérialisant les zones sensibles et les zones de stockage ainsi que leur disposition, les murs coupe-feu et les moyens d'approvisionnement en eau et, si nécessaire, en émulseur, les sens d'écoulement préférentiel des eaux, les bouches d'égout et le réseau d'eaux résiduaires et pluviales, les capacités de confinement et de rétention ainsi que les dispositifs d'obturation.

Ce plan est disponible en plusieurs endroits du site et doit rester facilement accessible et lisible. Un plan d'ensemble du site avec les principales informations en matière de secours pour le personnel des différentes entreprises présentes sur le site est affiché près des accès. (...) »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
 - la Sous-Préfète de HAGUENAU-WISSEMBOURG,
 - le Maire de HERRLISHEIM,
 - la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées),
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Yves SEGUY

Délais et voies de recours

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).